



AU RISQUE DE SURPRENDRE, OUI À LA DGFIP AUSSI LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES EXISTENT !

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. L'actualité démontre malheureusement une réalité parfois ignorée, peu exprimée... Les victimes, comme les agresseurs, sont Madame et Monsieur tout le monde, de toutes les catégories sociales, de tout âge, sur tout le territoire...

Les violences sont plus médiatisées aujourd'hui, la parole se libère, mais celles au travail restent largement invisibilisées. Et Pourtant, que ce soit dans la fonction publique, en entreprise ou chez des particuliers, le travail est un lieu où s'exercent massivement des rapports de subordination force. Ils se trouvent exacerbés du fait que l'emploi conditionne l'accès à l'autonomie financière et à l'émancipation des femmes.

En France, en 2024, ces violences au travail sont massives :

- 👉 **10** viols ou tentatives de viol par jour ont lieu au travail ;
- 👉 **30 %** des femmes sont victimes de harcèlement ou d'agressions sexuelles au travail ;
- 👉 **9 %** ont eu un rapport sexuel forcé ou non désiré sur le lieu professionnel ;
- 👉 **80 %** des femmes salariées sont régulièrement confrontées à des attitudes ou des comportements sexistes ;
- 👉 **70 %** des victimes de harcèlement sexuel au travail n'en ont pas parlé parlent pas à leur supérieur ou à leur employeur ;
- 👉 **30 %** n'en parlent à personne ;
- 👉 **Seules 5 %** déposent plainte ;
- 👉 Quand elles en ont parlé à leur employeur, 40 % des victimes estiment que le règlement leur a été défavorable.



Croire que la DGFIP serait un oasis dans le monde du travail relèverait de la naïveté !

La **CGT Finances Publiques** agit et intervient contre les violences faites aux femmes car elles sont au cœur des processus de domination. Quand elles ont lieu au travail, elles ont une incidence sur le travail, mais aussi sur toute la vie des femmes, car elles remettent fondamentalement en cause leur liberté, le droit au travail, le droit des femmes à faire carrière. Elles atteignent aussi leur dignité.

Les violences sexistes et sexuelles ont des conséquences désastreuses sur la santé physique et mentale des victimes, de leur famille.

La **CGT Finances Publiques** se bat pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes, qui ne peut s'envisager dans un environnement épuré de toute violence sexiste et sexuelle.

La lutte contre ces violences se mène au quotidien, dans les services, dans les établissements professionnels, et plus que jamais par les mobilisations.

LE 25 NOVEMBRE, la **CGT Finances Publiques** portera hauts et fort ses revendications pour lutter contre ces violences à la DGFIP.

LE 23 NOVEMBRE, nous devons être toutes et tous ensemble dans la rue et dans les mobilisations pour faire entendre nos voix, celles des victimes, pour lutter contre les violences faites aux femmes, à la DGFIP, en France, en Europe et dans le monde !



Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 •

Suivez-nous sur facebook ou Instagram :

📷 : [@cgt_finances_publicues](http://instagram.com) 📺 : [@cgt_finpub](https://www.facebook.com/cgt_finpub) (CGTFinancesPubliques)